

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'un trimestre : 5 francs
Parait le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Il faut un nouveau Parti Communiste !

Les effets de la crise économique se font sentir avec un poids de plus en plus lourd pour les travailleurs. Les répercussions des événements d'Allemagne sur le sort de la classe ouvrière française se réalisent avec une rigueur croissante. Devant cette persévérante menée contre les traitements et les salaires, devant les menaces cyniques de « gouvernement fort » et d'offensive fasciste, quelle est la situation du prolétariat de ce pays ? Quels partis organisés peuvent le défendre et le guider ?

Les mêmes causes qui ont entraîné la catastrophe du prolétariat allemand commencent à produire ici les mêmes effets. La sociale-démocratie est divisée en deux tronçons. L'un court au devant de la politique du « moindre mal ». L'autre persévère dans la voie tracée par la sociale-démocratie internationale, illustrée depuis la trahison de 1914 par la capitulation en Italie, en Allemagne et en Autriche. L'ancien faction de classe de la gauche, soumettent les prolétaires aux moqueries de la démocratie bourgeoise et les entraînent dans la faillite de la démocratie bourgeoise sous le feu du fascisme. La pensée des ouvriers socialistes non déseuillés, qui s'efforcent de faire sortir le parti social-démocrate de l'ornière de la capitulation parlementaire risque de n'aboutir qu'à des phrases non suivies d'actes des leaders de gauche. Et cela surtout s'il n'existe pas un parti fermement révolutionnaire capable de tracer la voie.

Ce n'est certes pas le parti communiste stalinien qui peut remplir ce rôle. Réduit à ses plus faibles forces, atrophié par son régime intérieur étouffant, il est coupé de l'ensemble de la classe ouvrière par son refus d'un réel front unique et de l'unité syndicale. Vouant à la stérilité la volonté de combat des ouvriers qui viennent à lui en croyant rejoindre le parti de la Révolution russe, le voilà incapable de remplir le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. La politique du « socialisme dans un seul pays » a abouti à la mettre en veilleuse. A l'activité révolutionnaire de classe il a substitué les cérémonies amstérdamiennes avec les « stars » du pacifisme de la classe ouvrière. Plus que jamais cependant, ici comme dans le monde où se fourbissent les armes de la contre-révolution, des guerres impérialistes et de l'agression anti-soviétique, le prolétariat a besoin de son parti. Un parti qui se trouve avec intransigeance sur la plate-forme de Lénine et de Trotsky, de l'internationalisme prolétarien, du combat de classe. Renouer avec la tradition d'octobre foulée aux pieds par le stalinisme, reformer une avant-garde ouvrière liée à la classe entière, capable de défendre le prolétariat et les classes travailleuses, et de les mener à l'action, travailleront à réaliser l'unité syndicale et à barrer dès aujourd'hui le chemin à la volonté de réaction de la bourgeoisie comme à ses bandes fascistes, constituer ce parti, c'est la tâche entreprise par nous.

La défaite allemande doit représenter le creux de la vague. Sous le drapeau de Marx et de Lénine, au travail !

A bas le régime des Chiappe et des Stavisky !

La presse de Chautemps était pleine de diatribes à la louange de sa politique extérieure. Il avait déjoué le plan menaçant d'Hitler, s'appuyant à renflouer la Conférence du Désarmement et la S.D.N. ! Il tenait tête aux prétentions des socialistes et à celles de Tardieu ! Vraiment, une époque nouvelle de « démocratie éclairée » sourrait !

Coup sur coup, deux scandales amènent à la surface la carcasse pourrie que recouvrait le voile mensonger des grandiloquentes déclarations ministérielles. A Lagny, 200 cadavres sont offerts en holocauste à l'appât sanglant du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est ; avec Stavisky, ce sont des milliers de petits possédants et de paysans travailleurs qui sont escroqués de plusieurs centaines de millions avec la garantie du gouvernement et de sa police !

Le sang, la ruine et la mort des travailleurs, voilà de quoi sont engraisées les belles phrases des bureaucrates qui agitent dans les ministères. Chautemps et son équipe de sales canailles, depuis Dalimier jusqu'à Chiappe, sont mis à nu ; menteurs, tripatouilleurs, voleurs, assassins, voilà ce qu'ils sont ! Ils ne le cèdent en rien aux combinards cyniques des bancs de Tardieu !

Eh bien, la Loterie Nationale, cette tondeuse de poires qui raffle les milliards aux pauvres gens, consomme dignement cette cascade d'odieux trafics et de crimes. Les semeurs de loteries nationales recueillent tout naturellement des hécatombes et des obèques nationales auxquelles s'ajoutent les agissements très patriotiques et nationaux des fripouilles internationales !

La boue du régime, c'est une réalité palpable. Les lèches qui font suer aux cheminots les dividendes sont incapables d'éviter la mort aux dizaines d'agonisants qu'ils sèment le long de la voie, et les éclats d'un Stavisky éclairent en pleine figure la conjuration des forbans démocratiques : les politiciens vendus agissent sur l'ordre des agitateurs, les ministres leur facilitent aimablement la besogne. Qu'est-ce donc que l'escroquerie du Crédit municipal de Bayonne ? Rien d'autre qu'une « inflation de crédit », un plan Roosevelt en miniature, après tout ! Et la police, où se heurtent les clans crapuleux tire les ficelles, amasse les dossiers, embrouille, dupe, et finalement abat comme un chien celui qui fut l'entremetteur des Bonnet et des Dalimier, comme Oustric fut pour Tardieu « l'animateur » par excellence !

Le régime, ici, ce n'est pas le « parlementarisme », ou la « démocratie », non, messieurs les fascistes ! N'oubliez pas les turpitudes couvertes par les bourreaux militaires des Balkans et d'Europe centrale ; n'oubliez pas les scandales de l'Osthilfe couverts par Pappen-Schleicher, puis par Hitler, n'oubliez pas les malversations monstrueuses des Harding, des Morgan et des Hoover, n'oubliez pas le premier geste de Mussolini au pouvoir couvrant de l'étoffe noire les krachs béants de la Fiat !

Le régime, c'est le capitalisme. C'est

cette machine économique qui ne fonctionne qu'au bénéfice d'une poignée de ploutocrates exploitant et torturant le peuple travailleur ; d'arrangée immense des réseaux de chemin de fer guette les victimes ; les tentacules de l'asphyxie, les étreintes d'économies de Bayonne et d'ailleurs dénuident le malheureux. Les uns et les autres ne sont qu'une des expressions de ce gigantesque système de spoliation qu'est le capitalisme.

Qu'importe les morts, qu'importe la ruine et la misère pour ce régime qui demain nous jettera par millions dans l'asphyxie, le feu et la mort, pour la sauvegarde des jouissances odieuses d'une poignée d'exploiteurs ?

Un souffle de colère et de haine traverse le pays. Déjà les démagogues réactionnaires et fascistes cherchent à s'en emparer. Pourriture, s'écrient ces messieurs, qui entonnent d'une main la trompe et de l'autre des capitalistes inquiets des répercussions de leurs machinations découvertes !

Mais qui sont-ils, ces moralistes ? N'est-ce pas ce M. Darius, à son tour arrêté comme escroc et agent des basses œuvres de Stavisky, qui hurlait à la mort dans son journal *Midi* contre les dirigeants du réseau de l'Est, sans doute en sollicitant d'autre part leur soutien financier ?

Chantage ! Voilà le mot qui caractérise l'indignation de ces démagogues intéressés. Mais les ouvriers, les exploités ne les suivront pas. Ce sont les organisations de la classe ouvrière qui les dresseront contre le capitalisme et son Etat.

Et pour conclusion, sous prétexte de débarquer Chiappe, Chautemps annonce l'intention de créer un véritable ministère de la police, unissant les services de la préfecture, de la sûreté générale et de la police judiciaire ?

Attention camarades ! Ce ministère-là ne sera pas créé pour rechercher le petit marin et M. Emile. Il sera créé pour étouffer votre cri de colère, pour mater votre révolte.

Unissez-vous sans tarder. Organisez votre unité syndicale, construisez votre parti révolutionnaire. Il ne vous reste pas d'autre issue, l'écrasement dans la boue ou le sang — ou la Révolution.

P. N. — L'affaire Stavisky a révélé entre autres quels hommes l'appareil de l'Etat utilisait contre l'opposition. L'aventurier Guiboud-Ribaud fut, en 1927, à Moscou, un des pontifes du Congrès des amis de l'U. R. S. S. (beaux amis !) qui crachait sur l'opposition. Ce monsieur publia à son retour un livre (*Où va la Russie ?*), dans lequel on trouve l'apologie du stalinisme et des attaques contre l'opposition, avec une superbe préface de M. Barbuse. Aujourd'hui le bonhomme se révèle un agent de police et un intermédiaire véreux des boursiers et ministres. Les Celor, les Guiboud-Ribaud, les Etcheverry, tous employés de police, qui osent calomnier les communistes internationaux !

Les États-Unis, l'Union Soviétique et la S. D. N.

L'année 1933 s'achève par les discours de Molotov et de Roosevelt où l'on vit les gouvernants de deux grandes puissances hors de la S.D.N. faire l'apologie de celle-ci, sans toutefois y entrer pour le moment. Qu'est-ce à dire ?

Les États-Unis, après la guerre, s'étaient refusés d'entrer dans la S.D.N. pour que l'Europe ne se mêle pas de leurs affaires, alors qu'eux par contre, pouvaient s'en occuper beaucoup. Et aujourd'hui que les États-Unis traversent une grave crise, ils voudraient redorer un peu le blason de la S.D.N. pour exploiter celle-ci particulièrement contre le Japon et faire davantage pression sur l'Europe.

L'U.R.S.S. avait dès la formation de la S.D.N. dénoncé celle-ci comme un organisme de domination capitaliste et s'était toujours énergiquement prononcée contre elle. D'où provient le tournant ? L'U.R.S.S. est menacée à l'Est par le Japon et à l'Ouest par l'Allemagne hitlérienne. Il est normal qu'elle exploite à son profit les contradictions au sein du camp capitaliste ; la situation lui commande donc de faire un bout de chemin avec la France et l'Amérique ; c'est une nécessité politique contre laquelle on ne peut élever aucune objection de principe. Les rapports de forces dans le monde entraînent une conjonction momentanée de l'U.R.S.S., des États-Unis et de la France. Mais, du fait que la France tient à exploiter la S.D.N. pour conserver ses positions de Versailles ; et les États-Unis pour s'en servir d'une arme contre l'Europe et le Japon, fallait-il nécessairement que l'U.R.S.S. les suive sur ce terrain ?

Nous répondons catégoriquement : non !... Exploiter les divisions des impérialistes ne signifie pas du tout se mettre à la remorque de l'un contre l'autre, ou accorder à l'un des impérialismes des concessions inadmissibles. C'est ce que le gouvernement soviétique vient de faire pour obtenir la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les États-Unis. Déjà le traité contenait des clauses intolérables (droits spéciaux aux églises et aux citoyens américains en U.R.S.S., interdiction de séjour en U.R.S.S. aux organisations et aux militants révolutionnaires américains ou des colonies américaines). Le discours de Molotov marque à quel point la bureaucratie soviétique rampe devant un impérialisme pour obtenir son appui.

L'Union soviétique est dangereusement menacée. L'aide d'une nation capitaliste quelconque à l'U.R.S.S. ne peut être qu'alfatoire, temporaire, incertaine. La seule aide durable que l'U.R.S.S. peut obtenir, il faut aller la chercher dans le prolétariat mondial. La bureaucratie soviétique a perdu toute confiance dans celui-ci, elle n'a pas confiance dans la révolution mondiale, elle voudrait pouvoir rester tranquille (dans un monde où la tranquillité est bannie). D'où la politique qu'elle a imposée et qu'elle continue d'imposer à l'I.C. et à ses sections avec, pour conséquence, la faillite de celles-ci. D'où son orientation pro-S.D.N.

Au moment où la S.D.N. était de plus en plus compromise, il faut dénoncer ce « regonflage » auquel se livre le gouvernement soviétique, à la traîne de l'impérialisme yankee. La S.D.N. n'est qu'une institution du capitalisme. Par son nom même, l'U.R.S.S. signifiait qu'elle en était l'antinomie. Pour qu'elle le redevenne vraiment, pour arrêter le glissement sur la pente fatale où roule la bureaucratie soviétique, pour réorienter la classe ouvrière mondiale, il n'y a qu'une seule voie : créer la IV^e Internationale.

UNE RÉORGANISATION ! UN RELANCEMENT ! UN EMPRUNT !

Nous ayons reculé la parution de ce numéro... pour mieux repartir. Dans les semaines qui viennent de s'écouler, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour réorganiser l'administration et pour effectuer un relancement. Désormais « La Vérité » sortira à jour fixe : le vendredi. Une plus grande diffusion sera faite dans les kiosques et la vente dans les bibliothèques des gares et des métros. « La Vérité » a une base matérielle d'existence dans sa vente, les abonnements, les souscriptions, la publicité que nous allons insérer. Mais le relancement que nous opérons exige un effort exceptionnel ; affiches, placards, papillons, etc... coûtent cher. Pour nous aider à réaliser parfaitement notre programme, nous faisons appel à tous ceux qui comprennent l'importance de notre journal.

« LA VERITE » EMET UN EMPRUNT AUPRES DE TOUS SES AMIS.

Cet emprunt, par parts de 50 francs payables en deux tranches, d'une avant le 20 janvier, l'autre avant le 20 février sera remboursé à partir du mois de mars, pendant le cours de l'année 1934. De quelle manière ? Par des livres. Par exemple, tout camarade qui prêtera à « La Vérité » une somme de 100 francs, recevra un bon d'emprunt lui assurant une valeur de 110 francs de livres à son choix.

Amis de « La Vérité » ! Dépêchez-vous de « La Vérité » ! Utilisez son nouveau compte de chèques postaux : P. Frank 1368.55, Paris.

« La Vérité » est relancée comme hebdomadaire ! Aidez-là à devenir bientôt bi-hebdomadaire !

Nous publions ci-dessous une première liste de versements à l'emprunt de lancement de « La Vérité » 1934.

EMPRUNT DE LA "VÉRITÉ"

Nom	Première liste
René	100
Méche	100
Albert	25

Anaïs	50
Vitt	50
Lhuillier	70
Musiek	25
Char	25
Blasson	25
Croissant	25
Z...	25
LeGrand	50
Ler	100
P. Naville	100
Hollner	100
Siles	25
Corin	25
H. versé par Roussel	25
Maurade	25
V. X.	200
Gérard	50
Keller	25
Julie	25
Sté	25
Christophe	25
Ka	20
Mangot	100
Targuot	100
Delabre	50
Total	2.320

Les GUEULES NOIRES RÉSISTERONT

Invocant sa misérable situation, la compagnie des Mines d'Anzin manifeste sa volonté de diminuer les salaires ; voici des chiffres éloquentes sur la situation officielle de cette compagnie. 222.500.000 de capital, 49.000.000 effectivement versés, 35.000.000 de bénéfices nets avoués en 1932, soit à peu près les mêmes bénéfices qu'en 1931.

En 1933, aucune réduction de profit ? Aux applaudissements chaleureux de l'Assemblée des actionnaires, son président annonce un dividende de 60 francs par action de 500 francs soit 12 % de l'action souscrite, soit 50 % du montant réellement versé !

Quant aux mineurs, souvent des ouvriers du fond, contraints à un chômage partiel important, ne touchent pas une quinzaine supérieure à 300 francs !

Prétendant de la mise en application de la nouvelle loi des allocations familiales (impliquant une charge annuelle pour la Société d'environ 500.000 francs), la Compagnie annonce sa volonté de résilier la convention de travail laquelle, règle dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, le problème des salaires et toutes les questions relatives au travail. Les conventions collectives arrachées après la guerre constituent un barrage aux offensives patronales.

Sous le couvert de réductions qu'il déclare minimales, le patronat veut en réalité briser le principe de l'unification des salaires et la convention.

(Suite page 4)

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

En Autriche

La situation peut parfois sembler se développer plus lentement qu'on le prévoyait ; mais le sens du développement reste bien net : vers l'instauration du fascisme.

Dollfus ne s'est maintenu que par l'exploitation du conflit nazis-heimwehren, d'une part, la passivité considérable de la classe ouvrière d'autre part, et enfin les pressions divergentes des grandes puissances européennes. Mais c'est là un équilibre beaucoup trop instable pour durer très longtemps. Et à l'intérieur du pays, il peut suffire du moindre incident pour tout déranger. On peut dire que le plus grand élément de la durée de Dollfus, c'est l'inertie dans laquelle la social-démocratie autrichienne a maintenu la classe ouvrière ; c'est ce qui a permis aux deux groupements fascistes rivaux de se combattre, sans danger pour le régime capitaliste. Mais, malgré la social-démocratie, la classe ouvrière reste un gros obstacle par suite de son organisation, et de la puissance potentielle qu'elle renferme. Récemment, à Graz, la seconde ville de l'Autriche, une grève a éclaté. Bien modeste, bien timide, elle n'en constitue pas moins un symptôme. Mais il est à déplorer que celui-ci a été mieux compris par la bourgeoisie que par ceux qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière. Le gouvernement se prépare à installer un podestat sur la ville de Vienne.

Pour le prolétariat, encore une solution : qu'une minorité hardie arrive à briser la cage de l'austromarxisme et prépare fébrilement la bataille. Mais il ne reste que bien peu de temps.

En Belgique

Malgré les pleins pouvoirs, une crise gouvernementale a failli se produire sur une question secondaire, celle de la réintégration de fonctionnaires flamands révoqués pour leur conduite pendant la guerre. Question secondaire, mais qui n'en a pas moins l'intérêt de montrer combien la situation reste tendue.

Il est intéressant de noter la manière

re dont le P.O.B. a évité de répondre sur la question en cause. Interrogé par Havas, Vandervelde a répondu : Plan de Man. Le P.O.B. entend exploiter sa situation dans l'opposition, revendique le pouvoir pour appliquer le plan de Man, mais il évite de dire comment il se conduirait dans la question des langues, qui est loin d'être négligeable en Belgique. Vandervelde, fidèle allié de l'impérialisme français, ne veut tout de même pas se compromettre auprès d'une grande partie de la population belge. Nos camarades ne manqueront pas de l'obliger à se situer.

Le Procès de Leipzig

Si, d'un point de vue démocratique vulgaire de la justice, le procès de Leipzig était un scandale, ses suites en constituent un plus grand encore. La justice, ce « pouvoir indépendant » s'est vu contraindre d'acquiescer Dimitrov, Torgler, Popov et Tanev ; mais les jours se passent sans qu'ils soient libérés. Le gouvernement hitlérien les maintient emprisonnés, sans même fournir une apparence de motif.

Bien qu'au cours du procès, la pression mondiale se soit exercée assez fortement, il faut noter que, par suite de la politique staliniste, le prolétariat ne l'a pas considérablement marquée de son empreinte.

Pour libérer Dimitrov et ses camarades, il faut que reprenne et s'intensifie l'action ouvrière. Nous reprenons nos propositions d'avant le procès, elles restent valables car c'est toute la terreur hitlérienne qu'il faut briser : front unique des organisations ouvrières pour préparer une journée de grève générale.

En Roumanie

Pour comprendre la situation présente en Roumanie, nous renvoyons nos lecteurs à l'étude parue dans les numéros 182 et 183 de La Vérité. Comme tous les pays balkaniques, ce pays se débat dans des difficultés innombrables, les grandes puissances européennes s'y disputent la suprématie, tandis que la paysannerie et les couches moyennes paupérisées se tournent vers les formations fascistes.

Certaines, telles les « Gardes de Fer » qui ont assassiné le Premier Ministre, sont financées par les nazis. Les divers clans de partis bourgeois sont liés aux diverses puissances européennes. La crise ministérielle pose la question de savoir quel impérialisme dominera en Roumanie. Titulesco, c'est l'agent de la France, son serviteur en Roumanie comme dans la Petite Entente ; après l'attentat des « Gardes de Fer », il a dû montrer des exigences précises et, n'ayant pas obtenu satisfaction, s'est refusé à collaborer au ministère. La crise persiste, confuse. Mais par la voix du Temps, l'impérialisme français n'a pas caché sa volonté.

John-Simon-Mussolini

Leur rencontre à Rome appartient à cette série de conversations des dernières semaines dont le but est de tenter de renflouer la conférence du désarmement et la S.D.N. Avec l'aggravation et la prolongation de la crise économique, les divers impérialismes sont acculés à des politiques antagonistes où la seule solution durable peut s'obtenir par les armes. Momentanément, les impérialistes rivaux s'accrochent au moyen de concessions secondaires ; ils profitent de ce temps pour mieux se préparer, pour s'assurer des alliés en vue des grands conflits futurs. Mais ils ne peuvent faire disparaître leurs tendances fondamentales, la France cherchant par la S.D.N. à conserver le statu quo, c'est-à-dire les avantages de Versailles, l'Allemagne et l'Italie, poursuivant la démolition de ce traité et de la S.D.N. pour déplacer les rapports de force à leur profit.

John Simon et Mussolini ont pu bavarder à loisir pour arriver à des résultats d'une minute. Mais que les prolétaires ne s'y trompent pas : la menace de guerre grandit.

DIMANCHE 4 FEVRIER
en Matinée
Les "Amis de la Vérité"
ORGANISES A LA SALLE DU SYNDICAT
DE L'ÉPICERIE
12, Rue du Renard, 12
UNE GRANDE FÊTE
Au profit des émigrés allemands
avec le concours du groupe théâtral
« UNE GRAINE »
dans un programme nouveau des camarades
R. CABY et DARNAUD
Divertissements, pièce, musique et
chants révolutionnaires et autres
Billets de participation : 0,95
En vente à la Vérité
4 Billets DONNENT DROIT A 1 ENTREE

Sur la Situation du Prolétariat Espagnol

L'article que nous publions donne un tableau intéressant de la situation du prolétariat en Espagne et en Catalogne et explique les circonstances auxquelles répond la constitution du front unique dont nous publierons l'appel. Cet article a été écrit avant que le front unique soit réalisé.

Le prolétariat, dans sa majeure partie, a voté pour le parti socialiste. Mais non parce que se soient renforcées les illusions démocratiques dans les masses. Le prolétariat a voté ainsi parce qu'il croit que le parti socialiste s'est radicalisé et entre décidément dans la voie révolutionnaire. Cela et la lutte acharnée de la bourgeoisie contre le réformisme, « contre le marxisme » a contribué à grouper autour de lui le prolétariat.

Les masses socialistes de votants et affiliés sont radicalisées par la situation et par la propagande de leurs chefs. En ce qui concerne le radicalisme de ceux-ci — des éléments décisifs s'entend — il n'y a pas, naturellement, à le prendre au sérieux, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait entre eux de profondes divergences intestines. Pour le moment, la radicalisation du socialisme n'a cessé d'être une phrase de propagande électorale. Si cela avait été quel que peu concret, cela se serait traduit déjà par une scission dans le parti. Ceci peut se réaliser dans un délai très bref si une aile révolutionnaire intelligente comptant une certaine force se lie à la masse socialiste. Si une seule grève générale devait être déclarée dans ces circonstances, elle mettrait le parti au bord de la scission.

La composition du parti socialiste espagnol est loin d'être homogène en ce qui concerne la mentalité des leaders. Prieto est un libéral violent, de phrase et politique astucieuse, qui ne sait ce qu'est le socialisme ni s'en soucie. Il a, en plus, de la politique du parti, une politique propre et un journal à lui. Il ne respecte la discipline du parti que quand elle coïncide avec son critère. Sa spécialité, ce sont les combinaisons parlementaires. Fernando de los Rios est un libéral décoratif, avec une culture très pompeuse, quelque chose comme Lounatcharsky. Le réformisme le plus conséquent et le plus énergique, est représenté par Largo Caballero qui, de tous les leaders, est celui qui a le plus de force réelle dans le parti et dans l'U.G.T. La véritable lutte de tendances a lieu entre Largo Caballero et Besteiro, l'actuel président de l'U.G.T. Celui-ci représente la passivité et l'immobilité du mouvement ouvrier converties en question de principe. Une sorte de lâcheté personnelle et de neutralité faiblie est la cause de son obstinée passivité. Ses divergences avec Largo Caballero commencent avec les débuts du mouvement révolutionnaire. Besteiro s'opposa à la participation des socialistes au mouvement républicain, sabota à Madrid la grève de décembre 1930. Il représentait l'opposition à la participation des socialistes au gouvernement et aujourd'hui il représente l'opposition, non plus aux faits, mais jusqu'aux phrases révolutionnaires. Toute sa tactique se réduit à conseiller dans toutes les circonstances la simple intervention des organismes légaux : dans les municipalités, aux Cortès, etc. Besteiro groupe aujourd'hui autour de lui la partie de l'U.G.T. la plus collée aux charges officielles. Cette situation au sein du socialisme conduira fatalement à la scission aus-

sitôt qu'il faudra adopter une attitude révolutionnaire, si modérée soit-elle.

L'agglomération du prolétariat autour du parti socialiste a été une conséquence fatale de tout le procès antérieur. La C.N.T. sous la pression des circonstances s'est inclinée au front unique partiellement. Mais la C.N.T. est, en ce moment, soumise à de grandes oscillations. D'un côté, la situation l'incline vers une action d'ensemble. Et d'un autre côté, la mentalité anarchiste l'incline vers une action « indépendante », c'est-à-dire une action « isolée » du prolétariat qui, aujourd'hui, penche du côté du parti socialiste. Les minorités ouvrières — le Bloc de Maurin, le groupe « des trente » de Pestana, et celui de la Gauche Communiste, — constituent l'axe de la situation. Un accord entre ces groupes, sur une base révolutionnaire, pourrait avoir dans ces moments de grandes conséquences. Toute la question est de mettre le prolétariat sur pied contre la convocation des Cortès, soit par une grève générale, ou soit par des actions isolées, mais très intenses. Si on ne peut aboutir à un accord entre les organisations, on peut obtenir, néanmoins, des accords partiels sur une base locale ou régionale parce que la volonté de lutte est grande.

La réaction ne s'est encore pas décidée à l'attaque et elle est comme effrayée devant la volonté de lutte du prolétariat qui conserve encore de grandes positions. Naturellement, cette situation doit se trouver bientôt dans un sens ou dans un autre. Mais si le mouvement ouvrier se coordine et on oppose à la convocation des Cortès réactionnaires une grève générale, la réaction devra reculer. Et ceci constituera la base pour une offensive postérieure.

L. FERSEN.

Pour Tchen-dou-Siou

L'action pour sauver notre camarade, le « père du communisme » en Chine, condamné à 13 ans de prison, c'est-à-dire menacé de mort par les bourreaux du Kuomintang, vient de recevoir le concours de militants anglais de toutes tendances. Dans un appel adressé à toutes les organisations ouvrières, on leur demande d'intervenir pour obtenir la liberté pour le militant communiste chinois. Cet appel est signé de Tom Mann, du P. C. britannique, de James Maxton et Fenner Brockway de l'Indépendant Labour Party, de W. Harris, Alec Gossip, A. E. Hawey, A. Thomas, P. J. Johnson, A. J. Bickell, Swift, Taylor, Randall, Jagger, Dick Beech, président du Syndicat des produits chimiques, E. Mack Well, administrateur de ce syndicat, etc.

Cet appel doit trouver aussi un écho en France. Il faut également qu'ici on prenne activement fait et cause pour Tchen-Don-Siou l'Humanité fait appel fort justement par les Ruegg, emprisonnés à Shanghai.

DE 1918 A 1934

Le Langage de la Diplomatie Soviétique

Le Commissaire du peuple Tchitcherine au Président W. Wilson

En 1918, le gouvernement soviétique de Lénine et Trotsky rappelait, dans une note officielle, à l'impérialisme américain, son pillage colonial. Quinze ans après, le gouvernement soviétique de Staline signe avec ce même impérialisme un traité qui porte la marque des traités inégaux de la Chine du siècle précédent :

Aucun ouvrier n'a pu, en 1918 et ne pourra aujourd'hui, en 1934, la lire sans être profondément touché par ce langage qui n'avait pas le caractère habituel des notes diplomatiques. La Révolution russe s'exprimait en des termes accessibles à ceux qu'elle recherchait pour alliés : les prolétaires du monde entier. Et ceux-ci répondaient, enthousiastes, à ses appels. Qu'on compare ce langage de la « diplomatie » bolchevique de 1918 aux discours tenus récemment à Moscou par Molotov, du bureau politique du Parti bolchevique, et on aura la mesure de la dégénérescence accomplie.

Vous avez promis, M. le Président, de coopérer avec la Russie dans le but d'obtenir pour elle la possibilité sans contrainte ni violence de déterminer d'une manière indépendante son développement politique et sa politique nationale. Jusqu'à maintenant, cette coopération a pris la forme d'une tentative des troupes tchéco-slovaques et, plus tard, à Arkhangel, à Mourmanck et en Extrême-Orient de vos propres troupes et de celles de vos alliés, tentative pour forcer le peuple russe à se soumettre à la domination des classes d'oppression et d'exploitation dont le pouvoir

a été renversé par les ouvriers et les paysans russes en novembre 1917...

Notre gouvernement est un gouvernement du peuple, le vôtre ne l'est point.

En ce qui concerne votre autre condition de paix, à savoir que les gouvernements qui concluraient la paix doivent exprimer la volonté de leur peuple, vous n'ignorez pas que notre gouvernement satisfait pleinement à cette condition. Notre gouvernement exprime la volonté des Conseils d'ouvriers, de paysans et de délégués de l'Armée Rouge, représentant 80 p. cent du peuple. Cela, M. le Président, on ne peut le dire de votre gouvernement. Mais, pour la cause de l'humanité et de la paix, nous ne posons pas comme condition préalable à des négociations générales de paix que toute nation participant aux négociations soit représentée par des commissaires du peuple élus à un congrès régulier de Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Nous savons que cette forme de gouvernement sera bientôt la forme générale... En acceptant, pour le moment, de participer aux négociations même avec des gouvernements qui n'expriment pas la volonté du peuple, nous aimerions, M. le Président, trouver chez vous quelle est dans ses détails votre conception de la Société des Nations que vous proposez comme couronnement à votre édifice de paix.

Vous réclamez l'indépendance de la Pologne, de la Sibérie, de la Belgique et de la liberté aux peuples de l'Autriche-Hongrie. Probablement vous entendez par là que les masses populaires doivent partout d'abord devenir maîtresses de leur propre sort afin

de s'unir ensuite en une Ligue de Nations libres. Mais il est assez étrange de ne pas trouver parmi vos revendications la libération de l'Irlande, de l'Égypte ou de l'Inde, pas plus d'ailleurs que la libération des Philippines. Et si on déniait à ces peuples la possibilité, au moyen de leurs représentants librement élus, de participer en accord avec nous à l'organisation de la Société des Nations, nous en serions très fâchés...

Or, la Société des Nations ne doit pas uniquement liquider la guerre présente, elle doit aussi rendre impossible toute guerre dans l'avenir. Vous devez savoir, M. le Président, que les capitalistes de votre pays projettent d'appliquer dans l'avenir la même politique d'usurpations et de surprofits en Chine et en Sibérie et que, craignant la rivalité des capitalistes japonais, ils préparent une force militaire pour abattre la résistance qu'ils rencontrent du côté du Japon. Sans aucun doute, vous êtes aussi prévenu des plans similaires des capitalistes et des cercles dirigeants d'autres pays à l'égard d'autres territoires et d'autres peuples. Sachant cela, vous devriez reconnaître avec nous que les usines, les mines, les banques ne doivent pas être laissées aux mains des personnes privées...

C'est pourquoi, nous proposons, M. le Président, que la S.D.N. soit basée sur l'expropriation des capitalistes de tous les pays. Dans votre pays, M. le Président, les banques et les industries sont entre les mains d'un si petit groupe de capitalistes que, ainsi que l'assurait votre ami personnel le colonel Robins, l'arrestation de 20 chefs de cliques capitalistes et le transfert du contrôle qu'ils avaient acquis par des méthodes capitalistes caractérisées, entre les mains des masses populaires mondiales constitueraient ce qu'il faut pour détruire la principale source de nouvelles guerres.

Si vous admettez cela, M. le Président, si les sources de guerres futures seront ainsi détruites, alors il n'y aura pas de doute qu'il sera aisé de repousser toutes les barrières économiques et que tous les peuples, contrôlant les moyens de production,

seront vitalement intéressés à l'échange des choses dont ils ont besoin. Ce sera alors une question d'échange de produits entre les nations, chacune d'elles produisant ce qu'elle peut le mieux produire et la S.D.N. serait une ligue d'aide mutuelle des masses laborieuses. Il serait alors aisé de réduire les forces armées à la limite nécessaire pour maintenir la sécurité intérieure...

Mais il y a une autre possibilité. Nous avons eu affaire au Président de l'attaque d'Arkhangel et de l'invasion sibérienne et nous avons eu affaire au Président du programme de la S.D.N. Le premier, le président réel, ne dirige-t-il pas actuellement la politique du gouvernement capitaliste américain ? Le gouvernement américain n'est-il pas plutôt le gouvernement des corporations américaines, des trusts industriels, commerciaux, ferroviaires et bancaires, bref un gouvernement des capitalistes américains. Est-il possible que les propositions de ce gouvernement concernant la création de la S.D.N. auront pour résultat de nouvelles chaînes pour les peuples, l'organisation d'un trust international pour l'exploitation des ouvriers et la suppression des nations faibles ? Dans ce dernier cas, M. le Président, vous ne serez pas en état de répondre à nos questions et nous dirons aux travailleurs de tous les pays : « Prenez garde ! Des millions de vos frères sont jetés les uns à la gorge des autres par les bourgeoisies de tous les pays, ils continuent à tomber sur les champs de bataille, et les dirigeants capitalistes essaient déjà d'unir leurs forces pour supprimer ceux qui subsistent lorsque ceux-ci en appellent à régler le compte des criminels qui causent la guerre ! »

Toutefois, M. le Président, comme nous ne désirons pas du tout faire la guerre aux États-Unis bien que votre gouvernement ne soit pas remplacé par un Conseil de commissaires du peuple et que votre poste ne soit pas encore occupé par Eugène Debs, que vous avez fait emprisonner ; comme nous ne désirons pas du tout faire la guerre à l'Angleterre, bien que le Cabinet de M. Lloyd George n'ait pas encore été

remplacé par un Conseil des commissaires du peuple avec Mac Lean à sa tête ; comme nous ne désirons pas faire la guerre à la France, bien que le gouvernement capitaliste de Clemenceau n'ait pas encore été remplacé par un gouvernement ouvrier de Merrheim, et de même que nous avons conclu la paix avec le gouvernement impérialiste de l'Allemagne dirigé par le Kaiser Guillaume, de qui vous, M. le Président, vous sentez aussi étranger que nous, gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, les sommes de vous, nous vous proposons donc, M. le Président, d'examiner avec vos alliés les questions suivantes et de nous donner des réponses précises et nettes. Les gouvernements des États-Unis, d'Angleterre, de France acceptent-ils de ne pas demander le sang du peuple russe jusqu'à ce qu'il leur ait payé une rançon à la façon d'un homme qui, ayant été soudainement agressé, paye à celui qui l'agresse ?

Le peuple russe, au moyen de l'Armée Rouge populaire, garde son territoire et lutte bravement contre votre invasion et contre les attaques de vos alliés. Mais votre gouvernement et les gouvernements des autres puissances de l'Entente ont sans aucun doute bien préparé leurs plans pour la cause desquels vous répandez le sang de vos soldats. Nous voulons espérer que vous voudrez bien exprimer vos exigences clairement et d'une manière nette. Serions-nous toutefois désolés ? Manqueriez-vous de répondre à nos questions bien nettes et précises, nous en tirerions la seule conclusion possible que nous avons raison de croire que votre gouvernement et ceux de vos alliés désirent obtenir du peuple russe un tribut tant en monnaie et ressources territoriales de la Russie qu'en concessions territoriales. C'est ce que nous dirions au peuple russe comme à vos masses laborieuses de tous les pays ; et l'absence de réponse de votre part nous servirait de réponse silencieuse. Le peuple russe comprendra alors que les exigences de votre gouvernement et des gouvernements de vos alliés sont si grandes que vous ne les communiquez même pas au gouvernement russe.



LA VIE OUVRIÈRE

S'UNIR Pour Combattre

La crise économique s'accroît, les indices de production reprennent la courbe descendante. Le chômage augmente ; malgré les radiations arbitraires et les difficultés que l'on éprouve à l'inscription des sans-travail les statistiques officielles de chômage accusent une hausse importante.

Et parmi ces malheureux que le capitalisme rejette de la production, une idée commence à se faire jour : c'est le régime qui est responsable. Jamais, depuis de longues années, le prolétariat ne s'était senti aussi divisé en face de son ennemi : la bourgeoisie. Les communistes, les socialistes, les sans-parti se demandent si malgré leurs opinions différentes, ils ne pourraient pas cohabiter dans une même organisation syndicale pour se défendre, puis, pour passer à l'attaque. Nous leur répondons : « oui, c'est possible ; c'est ce que nous clamons depuis des mois, depuis des années ; malgré les attaques malhonnêtes et hypocrites, malgré les calomnies. Il faut réaliser l'unité syndicale ! »

De nombreux faits nous démontrent que nous sommes, sur ce point précis, en communion d'idées avec une partie importante de la classe ouvrière. Nous avons reproduit dans notre numéro du 22 décembre, une lettre adressée par les Confédérés du Doubs aux autonomes et aux unitaires. Les mineurs du Pas-de-Calais, le mois dernier, se sont unis et ont manifesté sur un programme minimum de revendications, sans distinctions de tendance, politique ou confessionnelle. Chez les typos-linos parisiens, le conseil syndical unitaire vient d'engager avec la direction du Syndicat confédéré des pourparlers pour la rentrée des unitaires dans la C.G.T. Il nous faut dire que le syndicat confédéré a 4.000 membres, alors que l'unitaire en a 400. Qu'il n'y a dans la région parisienne que 10.000 ouvriers de cette corporation, ce qui démontre que près de la moitié est organisée syndicalement.

Le premier point discuté par la délégation unitaire, et qui conditionnait la continuation des pourparlers, fut le suivant : tout le monde serait accepté, c'est-à-dire qu'on ne mettrait aucune exclusion contre des militants connus pour leurs idées communistes. Ce premier point fut accepté ; mais les staliniens du syndicat n'acceptent pas l'unité syndicale : ils préparent les esprits pour la formation d'un autre syndicat qui resterait à la C.G.T.U. au cas probable où l'Assemblée générale de l'organisation voterait le retour à la C.G.T.

Car chacun sait que leur position reste la suivante sur la question de l'unité syndicale : « Unité syndicale de classe » comme si quelqu'un avait jamais pensé faire adhérer Citroën, Schneider ou les dirigeants des Compagnies des Houillères aux syndicats ouvriers.

Pendant ce temps, les Jouhaux et les Laurent, les Bidegaray et consorts se frottent les mains : ils seront encore longtemps, avec une telle politique, à la tête d'une partie importante du prolétariat.

Si nous avons cité les exemples des mineurs, des typos-linos, ce n'est pas que nous soyons entièrement d'accord avec une telle façon d'envisager le problème : nous restons persuadés que même la fusion de deux syndicats ne résoud pas la question qui aurait seulement sa réponse pour un Congrès National de Fusion où tous les syndicats de France s'uniraient et éliraient la direction de leur choix. Et nous espérons que si les typos-linos unitaires de Paris rentrent à la C.G.T. ils n'y cesseront pas la propagande, avec les mêmes mots d'ordre que maintenant, pour l'unité syndicale. Car il y a eu d'autres rentrées à la

C.G.T. dans le passé ; les Boville et les Rambaud n'ont cessé depuis leur admission chez Jouhaux de faire chorus avec lui au point d'être félicités pour leur sagesse. Ce n'est pas comme ça qu'on lutte pour le rassemblement du prolétariat. Ce n'est pas la voie que nous prendrons ; quand des gens veulent faire la révolution sociale, ils ne cessent pas, tout en ne faisant aucune concession idéologique aux adversaires politiques, de lutter pour les intérêts immédiats des prolétaires. C'est notre politique : VIVE LE RASSEMBLEMENT OUVRIER POUR LE COMBAT.

Les Typos-Linos de Bordeaux dans la Bataille

1.000 ouvriers du Livre sont en grève à Bordeaux pour un réajustement de leurs salaires qui étaient passés de 46 fr. 40 en janvier 1931 à 38 fr. 50 en juin 1933. Tous les ouvriers (on ne compte que deux jaunes à Bordeaux) ont soudé leur bloc et sont bien décidés à la victoire. Le patronat, lui, n'a pas hésité à faire appel aux briseurs de grève de la liberté du travail. Cette organisation dont le seul but est de lutter contre la classe ouvrière cherche à rassembler, parmi les chômeurs de la région parisienne, des mercenaires qui iraient à Bordeaux saboter la grève. Jusqu'à présent le seul succès qu'il a eu c'est de rapprocher le prolétariat parisien des lutteurs bordelais. Il suit leur lutte avec sympathie. Aucun chômeur, malgré sa misérable situation, n'acceptera de poignarder dans le dos ses camarades en lutte. Les gens de la Liberté du travail seront catalogués dans les cerveaux des ouvriers. Il nous faut, à ce sujet, signaler la collusion du service de placement parisien qui donna les adresses des chômeurs à cette officine de bandits. Comment, sans cela se les seraient-ils procurés ?

Les grévistes de Bordeaux, fermement unis, doivent vaincre.

Les diverses positions de la C. G. T. U.

Au dernier Congrès de la C.G.T.U., Gitton, dans son discours de clôture déclarait : « Il faut rappeler que nous sommes prononcés ici, sans détours pour l'unité syndicale à la base. Oui, c'est à la base que se réalisera l'unité syndicale. L'entente est impossible entre la C.G.T. et la C.G.T.U. parce que, comme je l'indiquais pour la Fédération autonome des fonctionnaires, aucune charnière ne peut lier les deux centrales. Mais les travailleurs sont pour l'unité syndicale de classe. »

Nous ne mettrons aucune entrave, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une telle unité. L'essentiel, ce à quoi nous tiendrons la main, c'est qu'elle se réalise sur la base de la lutte des classes. C'est là, la seule, l'unique condition que nous mettrons à la réalisation de cette unité.

Extraits d'une brochure de la C.G.T.U., en 1925.

« Le rapport du C.C.N. unitaire (17-18 avril 1925) repose surtout sur les moyens pratiques de réaliser l'unité syndicale. »

Il repousse la formule de l'unité par le retour des syndicats unitaires dans les syndicats réformistes, comme il repousse la formule contraire. Ceci, non seulement pour des raisons d'ordre moral, mais aussi pour des raisons d'ordre pratique. »

« Faire l'unité, c'est pratiquement faire la fusion des deux C.G.T. depuis la base jusqu'au faite. »

« Paraphrasant le caractère conditionnel incorporé par les dirigeants confédérés dans leur résolution sur l'unité à la base, la C.G.T.U. pourrait également exiger des syndicats confédérés qu'ils abandonnent sans réserve la pratique du syndicalisme parlementaire et collaborant, qu'ils déclament au préalable les principes fondamentaux de l'Internationale d'Amsterdam, qu'ils rompent toute collaboration avec le B.I.T. la S. des Nations, le Conseil économique, le cartel des gauches et qu'ils jurent fidélité à la résolution de Bourges. »

Pour tout observateur impartial, la question de l'unité ainsi posée aboutit fatalement au statu quo, soit à l'abdication organique et politique d'une C.G.T. au profit de l'autre et la soumission de toutes les tendances du mouvement syndical au profit d'une seule. »

« Faire la fusion sur le plan local, sans méthode, sans liaison nationale en dehors des deux C.G.T., c'est laisser subsister les deux C.G.T., constituer des organisations autonomes, et aggraver l'état de scission et d'impuissance. »

N'en jetons plus et surtout pas de commentaires.

Discutons la question Paysanne

LE PROBLÈME DU BLÉ

La consommation du blé en France est de six millions et demi de quintaux par mois, soit environ soixante-dix-huit millions de quintaux par an, chiffre maximum.

D'autre part, la récolte de 1932 fut de cent dix millions de quintaux, celle de 1933 fut au moins égale à la précédente en qualité bien supérieure. On voit par ces chiffres qu'en des années de récolte normale comme celles que nous citons il se récolte annuellement dans ce pays plus de trente millions de quintaux de blé de plus qu'il se consomme.

Donc, si on ne considère la question que sur le plan intérieur, la grande loi capitaliste de l'offre et de la demande joue au profit de l'acheteur puisqu'il y a pléthore de marchandise.

Il pourrait y avoir le correctif du marché extérieur (c'est-à-dire l'exportation), mais il faut savoir que sur le marché mondial le prix du blé est extraordinairement bas. Ces temps derniers on a offert du blé danubien rendu alors dans certains ports à 27 francs les cent kilos.

Le cours mondial est nettement au-dessous de 30 francs le quintal.

Il est clair, dans ces conditions, que le blé français ne peut être acheté pour l'exportation le prix étant beaucoup trop bas. Ce prix mondial pèse naturellement sur le cours national du blé.

Le problème, comme on le voit, consiste à trouver le moyen de débarrasser le paysan français de son blé et cela à un prix rémunérateur, c'est-à-dire beaucoup plus élevé que le cours mondial.

On se demandera peut-être, comment il se fait que le prix mondial du blé soit si bas car malgré les hauts rendements et les méthodes de culture moderne adoptées aux Etats-Unis ou au Canada, il y a une différence énorme entre le prix que le blé y est payé à la production (à peine 20 francs le quintal) et celui proclamé « juste rémunérateur » en France (115 fr. le quintal).

L'explication de ce phénomène ne peut être donnée qu'en rappelant d'abord l'exploitation atroce des travailleurs de la terre dans la région danubienne et la misère qui sévit parmi les « fermiers » d'Amérique et du Canada. Cependant que des milliers et des milliers d'individus, terrassés par le chômage et la crise, n'ont même pas une croûte à manger, le blé extraordinairement abondant, ne trouve pas preneur, il atteint un prix ridicule bas et les producteurs sont réduits à la misère !

On voit donc par cela même que le problème du blé, en France, est intimement lié à la crise économique mondiale. C'est

un point qu'il faut se garder d'oublier lorsque l'on examine la question sous l'angle national.

Les gouvernements de ce pays chantent volontiers la gloire de l'agriculture et cèdent facilement la famille paysanne française base solide de la société. Autre chose est de s'occuper des intérêts de cette base. C'est d'ailleurs tout-à-fait dans la logique de l'ordre capitaliste.

Cependant au mois de juin dernier, la situation était tellement mauvaise et les vacances parlementaires tellement rapprochées que parlementaires et ministres se gâtèrent de « faire quelque chose », sans trop savoir quoi...

Ce « quelque chose » fut la loi du 10 juillet fixant le prix minimum du blé. A partir de la promulgation de cette loi il était défendu sur toute l'étendue du territoire de vendre ou d'acheter du blé à moins de 115 francs les 100 kilos.

S'il fallait faire une critique complète de cette loi, cela nous mènerait trop loin, signalons-en les défauts principaux.

D'abord cela apparaît comme une hérésie en système d'économie capitaliste : fixer le cours d'un produit ne signifie rien ; il faut le faire respecter et la seule façon d'atteindre ce but c'est d'agir sur la loi de l'offre et de la demande en activant la demande ; or il fut bien entendu que l'Etat ne devait pas acheter de blé ; il était évident, dans ces conditions, que courtiers et meuniers au lieu d'activer les demandes les raréfieraient de façon à faire échec à la loi.

Ce fut ce qui arriva et maintenant il y a deux cours du blé, l'un, légal, sert à fixer le prix du pain, le taux des baux de fermes et, c'est le prix fort. L'autre cours clandestin, sert à acheter le blé aux malheureux métayers, petits fermiers, paysans travailleurs, qui, harcelés par le percepteur et tous leurs créanciers doivent se procurer de l'argent et livrent au prix faible grâce à diverses combinaisons scandaleuses.

Il est évident que les gros agrariens eux, ne sont pas pris de la même façon. D'abord ils ont des possibilités d'attente que n'ont pas les travailleurs. Ensuite cette même loi a prévu différentes mesures dont ils sont à peu près les seuls bénéficiaires ; c'est ainsi qu'il existe des contrats de stockage et de report, ce sont des primes payées par l'Etat à ceux qui acceptent de stocker leur blé, pour cela il faut avoir des locaux, faire des démarches, noircir des papiers ; seuls les gros propriétaires peuvent le faire.

Il y a la dénaturation du blé. Ce blé est destiné à la nourriture des animaux, il est marqué de façon à ne plus pouvoir être employé dans les moulins, l'Etat verse au propriétaire une somme de cinquante francs par quintal de blé ainsi traité, seulement le minimum accepté à la dénaturation est 100 quintaux. Cette mesure n'intéresse donc pas les petits producteurs.

Il y a eu la prime à l'exportation (avant que celle-ci ne soit complètement arrêtée). L'Etat versait aux exportateurs de blé une somme de 80 francs par quintal de blé exporté. Il s'est formé alors de vagues coopératives de gros agrariens qui ont exporté. Grâce aux caisses de l'Etat ils ont pu écarter leur blé au taux légal cependant que le travailleur des champs lui, doit passer par les fourches caudines du courtier ou du minotier.

Il est donc clair que la loi du 10 juillet est une mesure de classe qui n'a joué qu'au profit des agrariens sans rien apporter aux travailleurs des champs.

Sans préjudice de la spéculation qu'elle a engendrée, profitant aux minotiers et boulangers, au détriment du prolétariat tout entier qui paye le pain cher sans qu'il en profite à d'autres qu'aux spéculateurs.

Pierre FUTAIE.

Après la Défaite des Fonctionnaires

Le camarade G. Serret nous communique : Depuis quelques années, les fonctionnaires français subissent des échecs cuisants et répétés dans leur lutte revendicative.

Rappelons pour mémoire : — Refus de la revalorisation (près de dix milliards usurpés aux fonctionnaires depuis plus de dix ans).

— Refus de la péréquation aux instituteurs. — Vote de la loi Lefas pour les membres de l'Enseignement instituant l'accès exclusif à l'enseignement à la plus haute classe.

— Vote de l'article 6 de la loi du 15 juillet 1932 instituant une réduction de 5 p. cent sur tous les budgets.

— Fermetures massives d'écoles et de classes. — Classification dans le cadre sédentaire de fonctionnaires qui étaient jusqu'ici dans le cadre actif.

— Arrêt du recrutement en vertu du décret Chéron du 3 janvier 1933.

— Première diminution de traitements en février dernier.

Avec une ténacité qui ne s'est jamais relâchée, les Gouvernements de la Bourgeoisie, qu'ils soient plus ou moins à droite ou plus ou moins à gauche, ont poursuivi une politique agressive à l'égard des fonctionnaires. Equilibrer un budget toujours plus instable sur le dos des salariés de l'Etat, d'une part, et, d'autre part, fournir aux Compagnies de chemins de fer et à l'industrie privée un prétexte à de nouvelles diminutions de salaires, tel est le double objectif du Gouvernement depuis que la crise économique sévit en France.

Une nouvelle et décisive victoire gouvernementale vient d'être remportée sur les fonctionnaires en ces derniers jours de décembre : La Chambre et le Sénat, à des majorités massives, viennent de diminuer, pour la deuxième fois, les traitements et de faire une très sérieuse brèche aux indemnités. Fort de ce deuxième et considérable succès, le Gouvernement va poursuivre son offensive à brève échéance. Demain, il frappera tous les fonctionnaires plus durement qu'aujourd'hui ; il aggravera les conditions de travail et plongera dans le chômage tous les malheureux qui attendent avec impatience un emploi dans les Administrations.

Enfin, cette retentissante défaite des fonctionnaires trouvera un écho certain dans le prolétariat de ce pays : diminution de salaires et aussi, ne l'oublions pas, évolution accélérée du régime vers le fascisme.

Au lendemain d'un événement aussi grave et surtout aussi lourd de conséquences, il est nécessaire de faire le point.

La question qui se pose, est celle de savoir comment il se fait que les fonctionnaires ont été battus sans même avoir combattu.

Les camarades qui suivent de près de problème des traitements s'étaient rendus compte que le Gouvernement Chautemps avait dans son jeu un atout que ses prédécesseurs n'avaient jamais eu : le désir ardent de la Chambre d'en finir avec le massacre des ministères. Ce désir, motivé chez pas mal de députés par la trousse d'une dissolution où sombrerait leur siège, était habilement entretenu par une campagne de la presse aux ordres des congrégations économiques.

Une poussée brutale venue du dehors eût pu néanmoins retenir la Chambre. Mais hélas ! cette poussée n'a jamais existé.

Après le 20 février, le Cartel confédéré renonça à l'action, la Fédération autonome livrée à ses propres moyens dut rester l'arme au pied, et le Cartel unitaire, tête baissée, se lança dans une action aventureuse le premier mars qu'un pitoyable et total échec vint couronner.

De février à décembre, le Cartel confédéré sommeille. Aucune agitation dans le pays. Un peu de bluff au Congrès d'août du Syndicat national des instituteurs. Puis, tout d'un coup, Laurent lance sa fameuse formule : « Rien en tant que fonctionnaires ; ce qu'il faudra en tant que citoyens » qui trahit un secret désir de tendre la perche au Gouvernement.

Pendant ce temps, le Cartel unitaire qui vient d'enrichir son appareil de direction d'un stratège de première force, l'inénarrable Bouthonnier, continue sa politique stupide « Front unique exclusivement à la base », hurle-t-il à tue-tête. Pour masquer son impuissance totale, il lance des mots d'ordre d'une imprécision calculée, s'en remet à des comités inexistantes pour mener l'action, et bluffe, bluffe éperdument. Bien entendu, il ne manque pas l'occasion d'étriller la Fédération autonome qui prise peu le plaisir de venir se mettre sous la férule des Gitton, Frachon et autres Monmousseau. Puis, sans crier gare, il lance un beau jour, l'ordre de grève... qui n'est suivi ni à Paris ni en Province et que des syndicats staliniens de Paris (enseignement) ne transmettent même pas à leurs adhérents !. (En passant remarquons que l'ordre de grève fut élaboré et lancé par le C.U. et non par les Comités fantômes). Ce

fiasco retentissant du 24 novembre fut une dure leçon que nos staliniens s'obstinent à ignorer.

Sur ces entrefaites, la Chambre vote les projets que l'on connaît. Ces messieurs de la S.F.I.O., avec une hypocrisie que la démagogie ne peut camoufler, se rangent du côté du gouvernement, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Le Cartel confédéré proteste mollement et ne bouge pas. La F.A. ne peut aller lancer dans l'action. Et le C.U., que deux tapes cinglantes ont refroidi, ne bronche pas non plus.

Les tardigrades du Luxembourg manifestent l'intention d'aggraver les textes de la Chambre.

A l'insu des autonomes, le C.U. provoque la manifestation de la place de l'Opéra qui est sans effet. La Fédération autonome lance ensuite un mouvement qui demeure forcément restreint. Le Cartel confédéré organise une simple manifestation qui échoue devant le Sénat.

Alors que unitaires et autonomes veulent agir tout de suite contre les projets de la Chambre aussi bien que contre ceux du Sénat, les réformistes déclarent ne vouloir passer à l'action qu'après le vote par le Sénat des propositions de sa commission des finances.

Cependant, dans la coulisse, la manœuvre continue : Chautemps agit devant les fossiles du Sénat le spectre du conflit entre les deux Assemblées et de la crise ministérielle et, vraisemblablement, fait état de la menace de grève du Cartel confédéré et de l'attitude des députés S.F.I.O. Le maquignonnage entre le Gouvernement, les bonzes du Sénat, les députés S.F.I.O. et les chefs confédérés se réalise enfin : le vote des projets Chautemps est acquis au Sénat ; les fonctionnaires ne bougent pas ; la porte est définitivement et largement ouverte aux futures mesures contre les traitements.

La Chambre de mai 1932 renie ses promesses.

Les députés S.F.I.O. et les chefs réformistes trahissent les fonctionnaires.

Le C.U. empêtré dans sa néfaste politique syndicale, est frappé d'impuissance.

Si les fonctionnaires veulent triompher un jour dans leur lutte contre les diminutions de traitements, ils feront bien de ne pas oublier les enseignements des faits que nous venons d'analyser brièvement.

Gilbert SERRET.

Les Communaux de Villejuif

A la réunion syndicale du jeudi 21 décembre, une importante question traitée ici, les auxiliaires, était à l'ordre du jour. Après une série d'articles parus tant dans la « Vérité » que dans notre journal local, notre camarade Meunier avait posé le problème à la réunion précédente. Il fallait une réponse et tous attendaient celle de la municipalité. Elle est venue par l'intermédiaire des membres de la fraction, intervenant dans le débat pour défendre la position municipale : Compressions !! Compressions !!

Ce qui est intolérable ailleurs devient normal dans une municipalité communiste. Le contribuable est pourtant le même à Villejuif qu'ailleurs — mais qu'importe — le budget de classe s'embourgeoise. Il faut tenir coûte que coûte, et la formule « Pour les travailleurs toujours, jusqu'à la faillite » est reléguée dans les cartons « historiques » du P. C. F.

Les temporaires feront les frais de la compression ; en 1934, quelques-uns, qui devaient au bout de l'année passer dans le cadre permanent, seront renvoyés purement et simplement. Défendre un tel point de vue dans un syndicat dépasse l'imagination. Un vote de confiance fut voté à la Municipalité, qui ne recourra à cette éventualité — parait-il — qu'au cas où pour boucher le budget de 1934, il faudrait recourir aux centimes additionnels. Ce qui

Seul notre camarade Meunier prit position contre cette décision, défendant le statut, et par cela même le syndicat, sacrifié par faux calcul à la municipalité.

ORGANISONS NOTRE RÉGION!

Notre Conférence Régionale

Il y a quinze jours se tenait à Lille notre première conférence régionale du Nord et du Pas de Calais. Nous ne donnerons pas ici le détail de notre plan d'activité, nous le réaliserons avec ténacité ; ce premier numéro de notre édition du Nord est la preuve, l'effort de diffusion fait dans toute la région la confirmera. Dans une semaine, nous placarderons le manifeste adopté à notre conférence régionale, nous entreprendrons ensuite une campagne publique systématique pour rassembler ouvrier, pour la création du nouveau parti.

Que tous nos amis nous aident, qu'ils diffusent notre journal, qu'ils nous envoient des nouvelles de leur localité, qu'ils y mettent le journal en vente, qu'ils organisent le travail de propagande.

Pour le comité régional du Nord, Eug. DEVREYER.

Notre local à Lille est situé, 1 rue des Postes. Une permanence y est organisée chaque jour de 18 à 20 heures. Une bibliothèque est à la disposition des camarades, tous les journaux y sont déposés. Une réunion hebdomadaire aura lieu le vendredi à 19 h. 30 où tout sympathisant peut assister.

LES GUEULES NOIRES RÉSISTERONT

(Suite de la Première Page)

La riposte fut unanime; ou le retrait des décisions ou la grève ! La compagnie reporta sa décision à trois mois, le principe de la réimpression fut donc pas annulé mais son application reportée.

La situation présente démontre combien les gueules noires du Nord et du Pas-de-Calais, les pourparlers réformistes n'ont pas suffi à la décision patronale de démontrer; IL FAUT UNE MOBILISATION DES FORCES OUVRIÈRES, SI LA MOBILISATION NE SUFFIT PAS, il faudra la grève générale, mais il faut la préparer, créer les organismes de sa réussite.

Les réformistes ne créent pas ces pressions, leurs lamentations sur « il faut éviter les douleurs d'une bataille » semblent plutôt préparer un recul qu'un combat; quant aux unitaires, ils s'acharnent à vouloir atteindre des objectifs justes, par des moyens qui les éloignent, leur reproche aux réformistes d'avoir tenu secrète il est impérieux de dresser un seul front dans les menaces de la Compagnie d'Anzin, est fort justifié, leur objectif de pousser le combat contre la menace d'offensive et d'arracher les mineurs, à l'influence réformiste, est aussi le nôtre, mais les unitaires possèdent un puissant levier : réaliser l'unité syndicale dont ils ne se servent point.

Face à la menace d'Anzin n'est qu'un coup de sonde du comité des Houilles dans son entier, il faut proposer le rassemblement des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais dans un seul syndicat, et le réaliser, dussent les révolutionnaires être un temps une minorité dans les syndicats unifiés !

Aux heures présentes où l'angoisse est vive dans les mines, cette réponse s'impose; c'est la voie menant à la confiance en leur force de milliers d'ouvriers; que les camarades unitaires le comprennent, qu'ils ne nous contraignent pas à faire contre eux ce que nous voudrions faire avec eux.

LINIER.

DUNKERQUE

Non ! Pas d'ère de Collaboration ?

— Non ! Pas d'ère de collaboration !

Après 92 jours d'un lock-out imposé par un patronat de combat, cette bataille héroïque des dockers de Dunkerque prend fin. Le patronat groupé dans l'Union maritime et commerciale avait engagé la bataille contre le Syndicat unitaire. Afin d'avoir les mains libres pour pousser son offensive systématique tant sur le plan des salaires que sur le plan des droits ouvriers, l'Union maritime voulait débayer le terrain de la seule force ouvrière active : le syndicat unitaire des dockers. L'Union Maritime n'a pas hésité à plonger dans la déresse une partie importante de la classe ouvrière et du petit commerce dunkerquois. Quelques récriminations dans ses propres rangs n'ont point modifié son plan, le lock-out se termine, les ouvriers se soumettent aux conditions et formes de réembauchage imposées par l'U.M.C.

La bataille fut héroïque, il faut savoir auverner qu'elle est perdue, ceux qui seraient tentés de le nier doivent savoir qu'aucun dockeur lock-outé ne fut admis au travail sans avoir un laissez-passer de la firme l'employant précédemment. Des centaines de lock-outés devinrent ainsi des chômeurs. La main-d'œuvre embauchée durant le lock-out, complétée après un sérieux pointage, assurera, mal certes, le fonctionnement du port.

La presse aux gages de l'Union maritime exulte et prend à parti l'Humanité laquelle dans le communiqué ci-dessous tente une explication équivoque :

« La presse bourgeoise ayant insinué que la délégation avait accepté les conditions patronales, les dockers ont tenu à préciser que le travail est repris sans qu'aucun accord soit intervenu avec les patrons. »

« Il y avait dans ce dernier alinéa un distinguo d'une subtilité peu compréhensible. La reprise du travail sans accord signifie proprement l'acceptation tacite de toutes les conditions imposées. »

(Humanité).

Le Président de l'Union Maritime, E. de Chebsattel dans une assemblée plénière des employeurs s'exprime, lui, sans équivoque possible :

« Une ère de collaboration va pouvoir s'ouvrir entre patrons et ouvriers. L'action de l'Union Maritime et Commerciale, jusqu'à ce jour, a eu surtout pour but de libérer la population ouvrière du port d'une emprise de politiciens perturbateurs qui l'a ruinée en ruinant notre établissement maritime et toutes les précautions doivent être prises pour que les bons ouvriers dockers puissent retrouver leur gagne-pain, sans qu'ils soient menacés par le boicottage de perturbateurs impénitents. »

« L'assemblée étudiera ensuite les méthodes pratiques pour réaliser ces précautions; notamment en ce qui concerne l'embauche et la délivrance de laissez-passer. »

La bataille de Dunkerque fut une bataille d'avant-garde, si l'on examine sur le plan local le conflit, il fut relativement bien mené par la C.G.T.U., le recul sans combat est un compromis encore plus les forces révolutionnaires. Mais c'est le petit aspect du problème, il s'agissait d'une bataille d'avant-garde pour conserver des positions décisives sur tout le front ouvrier: LE DROIT DE GROUPEMENT SYNDICAL, nous devons constater que le front ouvrier fut paralysé par l'état actuel des organisations ouvrières, l'appui aux vaillants dockers ne fut pas le résultat d'une mobilisation ouvrière dans tout le pays, dans toutes les organisations syndicales. Là se manifeste l'impuissance de la C.G.T.U. entravée par la politique stalinienne.

Que « de Chebsattel » ne chante pas trop haut, la période où les dockers subiront les conséquences de la défaite ouvrière que cette canaille appelle « période de

collaboration » aura une fin proche. Mêmes de semblables défaites éclatent nos positions. Les révolutionnaires devront savoir se mêler et associer à leur combat les grandes masses réformistes. Les défaites dont les causes sont comprises constituent un gage de victoire : Dunkerque : citadelle de féodalité des armateurs, Dunkerque : port de guerre, par notre action se préparera à la revanche ! — LINIER.

— Des camarades sympathisants à la Vérité, de Dunkerque, voudraient entrer en liaison avec d'autres camarades. Ecrire à La Vérité, Édition du Nord, 1, rue des Postes, Lille (Nord).

La Situation des Jeunes Chômeurs Lillois

A Lille dont la municipalité est socialiste (dure) on emploie vis-à-vis des chômeurs des mesures draconiennes : suppression des allocations, diminutions, mais les plus touchés par cet état de chose sont encore ceux qu'on appelle les jeunes chômeurs, c'est-à-dire ceux qui vivent avec leurs parents. Le fonds municipal de chômage alloue à ceux-ci la somme de 28 fr. par semaine et encore pas toujours. Je passerai en revue les hommes qui composent le Conseil d'administration du fonds municipal de chômage afin de donner un petit aperçu.

Théo Duverney, secrétaire de la Bourse du Travail Confédéré, Président.

Guillot, secrétaire du Syndicat Confédéré du Bâtiment.

Charles Saint-Venant, adjoint au Maire de Lille.

Courouble, Conseiller municipal.

Bouche, secrétaire du Syndicat confédéré du Livre.

Tous S.F.I.O. (dur) ? Qu'en pensez-vous, Jeune Camarade chômeur-Confédéré, et toi jeune chômeur socialiste, et pour compléter la collection :

Bauer, patron confectioneer.

Wicar, franc-maçon de la Loge « La Lumière ».

Ainsi, ce sont ces Messieurs qui fixent le taux de 4 francs par jour à un jeune chômeur. De plus, il y a des jeunes qui vivent soit avec leur père ou leur mère, et il faut que le père ou la mère travaille, ne gagnant souvent que des salaires dérisoires. Et ce sont les jeunes chômeurs mangelés par les parents chômeurs adultes. Ils ne peuvent avoir droit aux bons de pain et de pommes de terre, et qu'ils ne touchent que 28 francs par semaine. De même, lorsqu'il y a une distribution de charbon il n'y en a pas souvent, une ou deux fois dans l'hiver les jeunes n'y ont pas droit.

Voilà quelques revendications immédiates pour les jeunes chômeurs. Il y a à Lille quelques comités de chômeurs, mais ils fonctionnent plus ou moins bien et ne se cantonnent qu'à quelques distributions de vivres de temps à autre. Il y a aussi le comité régional des chômeurs (inspiration unitaire) qui a fait parler un peu de lui avec la marche des chômeurs, mais on est forcé de le reconnaître, il ne fut pas pris au sérieux par l'ensemble des chômeurs et en particulier par les jeunes.

Il y a dans ces comités de chômeurs des jeunes, mais les dirigeants ne leur donnent aucune directive pratique pour leurs revendications; ce qui fait que ceux-ci en arrivent à désertier les comités, de même que les chômeurs adultes.

Aussi, je veux donner ici quelques suggestions : inscription de tous les jeunes chômeurs, droits aux bons de pain et pom-

La Crise dans le Textile

Le textile a été, dans la région, une des premières industries touchées par la crise économique et principalement dans les usines cotonnières ; en général les usines chôment deux ou trois jours par semaine; non contents de cela, les patrons réduisent les salaires de 5 p. cent et parfois de 10 p. cent et ajoutent à cela l'exploitation dont les ouvriers textiles sont l'objet. Du fait même que les patrons réduisent la main-d'œuvre, ceux qui sont encore occupés doivent, avec des salaires moindres, produire plus qu'auparavant. Ajoutez les brimades dont ils sont l'objet de la part des valets du patronat, et l'on se rend compte de la situation lamentable de ces ouvriers.

Cette situation diminue forcément d'une façon considérable le pouvoir d'achat des travailleurs et nous assistons à ce sujet à une propagande active du Syndicat confédéré du textile qui, par la plume de son secrétaire Bouche, écrit un article dans le *Peuple Libre* du vendredi 15 décembre dans lequel il nous donne quelques passages du Code du Travail mis en pratique en Amérique dans les entreprises, lequel, s'il est mis en pratique par les employeurs, comporte quelques améliorations par les ouvriers.

Bouche fait ensuite appel d'une façon meilleure aux gouvernants pour qu'ils fassent augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, pour qu'ils puissent acheter ce dont ils ont besoin. Nous reconnaissons à ce langage les chefs confédérés qui ont trahi tous les mouvements qui se sont déroulés dans le Nord et surtout les grèves grandioses de 1928 et 1931 dans les industries textiles. Bouche ne se rappelle plus sans doute les possibilités énormes, à ce moment, d'obtenir des avantages sérieux pour la réglementation du travail car, en 1931, les premiers symptômes de la crise économique apparaissaient et, à cette époque, les chefs confédérés, Bouche en tête, ont signé la diminution des salaires. Beaucoup plus proche, nous avons la grève d'Armentières où les ouvriers luttèrent contre la conduite des cinq métiers. Que fit Bouche quand l'intersyndicale lui proposa l'élargissement du conflit à Lille et la banlieue où déjà, dans certaines entreprises, les ouvriers conduisaient les métiers supplémentaires ? Il se contenta de faire une réunion par-ci par-là mais il n'appela pas les ouvriers à soutenir par la grève les combattants d'Armentières car ils ne luttèrent pas pour eux seuls mais pour l'ensemble des travailleurs textiles de la région du Nord et, après la défaite d'Armentières, cela ouvrait la voie à d'autres diminutions de salaires pour tous les ouvriers de la région.

Tous ces faits démontrent suffisamment que les dirigeants confédérés trahissent les intérêts de la classe ouvrière et, malgré cela, les syndicats confédérés ont mené d'une façon prépondérante leur influence sur la classe ouvrière. Au contraire, les syndicats unitaires perdent de plus en plus leur influence et cela dans une situation qui serait favorable aux unitaires s'ils avaient une politique juste vis-à-vis des ouvriers confédérés. Devant une telle situation et pour obtenir des améliorations dans les conditions de vie des travailleurs, se pose le problème de réaliser l'unité syndicale, non pas à la manière des Gitton qui déclare : unité syndicale d'accord mais à l'intérieur de la C.G.T.U., mais par le congrès de fusion, seul capable de renforcer, d'affermir les positions de la classe ouvrière face à la bourgeoisie. CORNILLE.

mes de terre chaque semaine comme les chômeurs adultes, lutte pour l'obtention des 49 francs par semaine. Je pense que ce sont là les revendications qui doivent intéresser les jeunes chômeurs

points de vue et se permettent d'exprimer leur opinion personnelle.

« Je ne demande pas d'avoir raison sur tout ce que j'ai pu dire d'accepter volontiers que l'on me combatte et que l'on me donne tort, mais je revendique pour moi et pour les autres membres du parti le droit de penser, de proposer et d'agir, sans être insulté et suspecté d'agent de la bourgeoisie. »

DRAMATTE, Maire d'Halluin.

Douai

« PROPOS D'UNE ELECTION »

Le dimanche 9 décembre avait lieu, dans le canton de Douai, Nord, une élection au conseil d'arrondissement. Les candidats étaient en présence : un socialiste, un communiste et un républicain. Au premier tour, le candidat du parti communiste arrive en tête avec 2.627 voix; en deuxième position le républicain et ensuite le socialiste. Ils groupèrent respectivement 2.486 voix et 2.528 voix.

Pour le deuxième tour, les trois candidats restèrent en présence car, contrairement à leur habitude, les chefs socialistes avaient décidé le maintien de leur candidat; forcément, le candidat communiste fut battu mais le candidat républicain fut élu et naturellement les chefs communistes de la région orientèrent à la trahison et écrivirent dans leur presse qu'ils ont maintenu leur candidat pour faire triompher la réaction. Vraiment, les dirigeants stalinien ont de l'astuce. Loin de nous l'idée de défendre les chefs socialistes dans leur politique de trahison des intérêts de la classe ouvrière, mais examinons un peu la tactique dictatoriale du parti stalinien avec sa fameuse formule « Classe contre classe » qui lui aussi, en maintenant son candidat au deuxième tour là où il n'a aucune chance de succès, fait être également la réaction contre les candidats des ouvriers socialistes. Car, qu'ils le veulent ou non, leur tactique nous examinons un peu la tactique dictatoriale d'une façon systématique les ouvriers socialistes alors que pendant la période, et jusqu'en 1928, où le parti communiste se désistait au deuxième tour pour les candidats S.F.I.O. là où ils étaient en tête, cette tactique nous attirait des sympathies des ouvriers socialistes.

Réunion des Amis de la "Vérité"

Samedi dernier, au café d'Artaignan a eu lieu la première réunion des « Amis de la Vérité ».

Tant les camarades Franck que Gérard ont fait appel à la collaboration de tous les sympathisants, soit pour la recherche de moyens financiers, soit pour la collaboration rédactionnelle.

La réunion s'est terminée par une vente aux enchères de livres révolutionnaires qui a rapporté la somme de 370 francs.

Nous sommes certains que la Vérité se ressentira des suggestions des camarades et que des réunions pareilles, empreintes de la plus grande camaraderie seront convoquées souvent.

Jeunesses Léninistes

« Octobre Rouge » est paru, au sommaire du numéro de janvier 1934 : 1933 — Redressons le drapeau rouge de Lénine, Libknecht, Luxembour — Compagnie à mes ordres — A la soupe les gars — Les Bolcheviks et le désarmement — Pour Delf — Pas un jour de plus pour les égorgeurs, etc...

Notre page « A travers la jeunesse ouvrière » est particulièrement bien fournie. Convocation. — Le 14 janvier aura lieu une réunion du Comité National des J. L. ouverte aux secrétaires de cellules de la R. P. Tous les membres de notre J. L. sont invités à assister à cette réunion.

Bulletin intérieur. — Un bulletin intérieur de discussion a été tiré. Tous les responsables de cellules doivent passer en prendre au centre.

AVIS. — Une conférence sur le sujet : « Que s'est-il passé en Allemagne », va être faite par notre camarade Maria Reese, ex-député communiste au Reichstag. La date de cette réunion sera communiquée ultérieurement. Des cartes de participation vont être tirées, tous nos militants, tous nos amis se devront de les diffuser largement.

Errata

Dans le n° 3 d'Octobre Rouge, paru il y a quelques jours, une coquille nous fait dire en parlant de l'U.R.S.S. : « Son allié principal Hitler... » nous amis tirons : « Son ennemi... ». Une autre coquille transforme le nom de l'objectif de conscience Leretour en Herloton.

Un certain nombre de numéros ont pu être corrigés.

Permanence

Groupe BC (rive gauche)

Le Dimanche matin, de 9 h. 30 à 12 heures, 33, rue Cambonne (« Au rendez-vous des Chauffeurs »), (15^e arrondissement).

Les sympathisants sont cordialement invités à venir causer avec nous.

COMMUNICATION

La Commission syndicale rappelle aux groupes de la Ligue (en particulier à la province) qu'elle attend la réponse à la circulaire qu'elle leur a fait parvenir sur le travail syndical.

Est-ce que cela ne viendrait pas de la faiblesse de nos camarades sur ce terrain ? Nous avons besoin de savoir où nous en sommes afin de donner toutes instructions utiles.

Ecrire à « Gosset à La Vérité ».

A PRIX RÉDUIT
souscrivez
un abonnement d'essai
à la Revue

EUROPE

LA PREMIÈRE REVUE FRANÇAISE
DE CULTURE INTERNATIONALE
Rédacteur en chef : Jean GUÉHENNO

EUROPE groupe les écrivains
français et étrangers
partisans de l'indépendance de l'écrit.

EUROPE publie des romans, des
nouvelles et des essais
de ROMAIN ROLLAND, GEORGES DUHAM,
MEL, MAXIME GORKI, PANAY ISTRATI,
JEAN PREVOST, EMMAUEL BÉREL, ANDRÉ
CHAMSON, JEAN BIGNON, JEAN-PIERRE
CHARD BLOCH, JEAN GUÉHENNO, etc.

Remplissez le Bulletin ci-dessous :

BON pour un abonnement de 6 mois
à la Revue **EUROPE**
A TARIF RÉDUIT

Nom : _____

Adresse : _____

Montant à joindre au présent Bon : **10 fr.**

et adresse ce Bulletin à :

ÉDITIONS RIEDER, 7, place St-Jacques, PARIS (1^{er})
Chèques Postaux : Paris 230-77

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital
et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS
particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région
de Paris

Imp. 12, r. N.-D.-Nazareth - Le Gérant : P. FRANK

Chronique locale

Lille

MISE EN GARDE

C'est sous ce titre qu'au lendemain de notre réunion du 17 décembre, où notre camarade Maria Reese fit un exposé très clair sur les événements d'Allemagne, l'Enchaîné sous la plume d'un super camarade dénonçait nos camarades de la Ligue comme étant des individus suspects, recommandant aux ouvriers de M. D. d'écrire de verser leur argent pour aller démentir les contre-révolutionnaires que nous sommes. Nous n'avons pu relever cette saleté à temps car notre journal pour des raisons financières n'a pas pu paraître depuis trois semaines (le ministre des finances ayant oublié de mettre dans le budget la subvention de la Vérité) mais comme le mal est réparé, nous en profiterons pour mettre cela au point et résumer les calomnies honteuses d'un bureaucrate qui n'hésite pas de salir des militants honnêtes pour justifier la frousse de confronter nos conceptions.

Nous le mettons au défi de prouver que Maria Reese a livré des camarades communistes à la police d'Hitler. Comment se fait-il que des responsables comme Mangin et Devaux n'aient pas soulevé cette question alors qu'ils étaient présents à la réunion et en toute liberté d'expliquer ? Tout simplement parce que les stalinien ne sont plus capables d'apporter des arguments sérieux et c'est pour cela que la direction du P. C. invite ses membres à ne pas se rendre aux réunions de la Ligue communiste, fustimés ! Ils en seront pour leurs frais car notre influence augmente chaque jour et de plus en plus nombreux les militants veulent connaître nos positions; ni les insultes ni les calomnies n'empêcheront les ouvriers de venir vers nous.

D'ailleurs, le contenu de cet article démontre la rage des stalinien devant le succès de notre réunion sans affiches, sans appel, uniquement par des cortès, nous avons réussi à faire ce que le P. C. n'est plus en mesure de faire. Il devient tout à fait normal qu'il dérange nos camarades qui, par ailleurs, auraient été exclus pour malhonnêtetés politiques ? Nous invitons Calas à venir dans une

réunion publique prouver qu'un camarade de la Ligue est dans ce cas là; cela, nous le mettons au défi de le faire. Nous savons que ce dernier n'hésite jamais à dénigrer nos camarades lorsque dans son bureau il a l'occasion de parler avec des copains, c'est évidemment là tout son courage. Nous ne nous arrêterons pas à toutes ces calomnies, nous laisserons tomber froidement Calas et ses pareils et allons organiser des réunions publiques partout où il nous sera possible de le faire. Nous imposons nos idées à ceux qui ne sont même plus capables de grouper 150 manifestants (comme pour la manifestation Torgier) et qui laissent entrer dans une réunion les filles mais mettent les bolcheviks-léninistes à la porte.

Nous sommes convaincus que les ouvriers nous comprendront. Les chefs stalinien n'ont pas venir dans nos réunions et nous empêchent de nous expliquer dans les leurs, soit... Les travailleurs viendront vers nous et formeront avec nous le véritable Parti de Lénine.

Pour commencer, nous avons l'intention de faire la biographie de certains dirigeants du Nord qui sont spécialistes de la lutte contre le trotskisme. E. D.

Halluin

L'Enchaîné publie une déclaration du camarade Desmestre, maire d'Halluin, l'Enchaîné le fait avec un retard qui lui permet de trahir; contentons-nous ici de reproduire les principaux passages de la déclaration :

« L'Enchaîné du 17 novembre 1933 donne connaissance de la résolution votée à mon sujet, résolution acceptée par une quinzaine de membres contre deux, alors qu'à la réunion il y avait une centaine de présents. »

« On l'accompagne de commentaires qui font croire que je suis désormais un militant qui a quitté les rangs de ceux qui veulent défendre les intérêts de classe du prolétariat... »

« Ou, en 1930, j'ai défendu Cornette Albert et voté contre mon exclusion. Ce camarade défendait une thèse qu'il croyait juste et que je partageais en partie. Est-ce que cela méritait la campagne d'injures dont il a été l'objet, ainsi que moi-même ? Etions-nous pour cela des contre-révolutionnaires ? Je dis que non. »

« J'ai dit en 1930 à ceux qui ont exclu Cornette Albert qu'ils ne savaient pas quel militant et quelle famille d'ouvriers honnêtes ils frappaient. Le père est un ancien militant du parti socialiste et du syndicat textile d'Halluin, comme moi-même. A la scission de Tours, il n'hésita pas à donner son adhésion à la troisième internationale. Toute sa vie de militant a été un exemple vivant pour ses cinq fils qui se sont engagés dans le même chemin, pour la défense et la libération de leur classe, une seule famille ne peut compter dans son sein un traître. »

« En 1931 aussi, j'ai voté contre les exclusions des camarades Minerve Charles, Vandermeeren Emile, les frères Léon et Georges Cornette; je ne pouvais admettre que le parti chasse de ses rangs quatre bons et sincères camarades qui depuis leur jeune âge, étaient des militants acquis à la cause du mouvement ouvrier... »

« Une résolution a été présentée à l'assemblée générale de par la région dont voici mes remarques et que l'Enchaîné a oublié de faire connaître :

« 1^o Tactique : classe contre classe.

« Je dis que cette tactique est nuisible au Parti comme à la classe ouvrière et qu'elle éloigne de nous beaucoup de sympathisants, mais jamais, en aucun cas, ni par acte, ni par paroles en dehors des réunions du parti, je n'ai essayé de la faire prévaloir. »

« 2^o Front unique.

« J'en suis un partisan acharné, mais je constate que les conditions des uns et des autres en empêchent la réalisation. Il faudra, pourtant, que celui-ci se réalise pour les revendications immédiates d'abord, ensuite pour que la révolution soit victorieuse. »

« Mon opinion à ce sujet est que personne n'a encore trouvé la solution et qu'il devrait être permis à ce que chacun apporte ses suggestions; »

« 3^o Les dangers de guerre.

« Toute ma vie de militant, j'ai soutenu que les dangers de guerre existaient aussi longtemps que subsistera le régime capitaliste. »

« 4^o Exclusion du Parti des contre-révolutionnaires.

« Absolument d'accord sur ce point, à la condition toutefois, que l'on ne considère pas comme tels, les militants qui sincèrement défendent leurs